

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Sommet-UE-Amerique-latine-l-Union-europeenne-suit-la-strategie-etats-unienn>
[e](#)

Sommet UE - Amérique latine : l'Union européenne suit la stratégie états-unienne

- Notre Amérique -

Date de mise en ligne : jeudi 15 avril 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La stratégie de l'UE en Amérique Latine devrait trouver son couronnement le 28 mai prochain à Guadalajara, au Mexique, durant le 3e Sommet des chefs d'Etat de l'UE/Amérique-Latine - Caraïbe.

L'objectif en est selon les termes officiels " un nouveau partenariat stratégique qui s'inscrit dans le processus de libéralisation multilatérale du commerce international en cours au sein de l'OMC ".

Autrement dit, cette stratégie de négociations de traités de libre échange permet de compenser les échecs de l'OMC. Les secteurs de négociations qui n'ont pu entrer par la porte de l'OMC entrent par la fenêtre des traités de libre échange, c'est le cas de l'agriculture et les services.

Chris Patten, le commissaire aux Relations extérieures s'est investi dans ces négociations au cours de plusieurs tournées en Amérique Latine de décembre à février. Il a été suivi par la nouvelle présidente de l'Union européenne qui s'est déplacée personnellement en Argentine et au Brésil au mois de mars.

Similitudes et différences entre les stratégies de l'UE et des USA

Le négociateur de la Commission européenne Alberto Navarro affirme que les négociations européennes ne compromettent en rien la progression des démarches des Etats-unis en vue de la création de l'ALCA. En effet, les deux géants du Nord situent leur négociation dans un cadre idéologique commun, celui du néolibéralisme et ils poursuivent à long terme un objectif stratégique commun " l'intégration du bloc régional de l'Amérique Latine dans le monde occidental " (selon les termes du Document de programme élaboré par la Commission en avril 2002).

Mais il existe des différences d'approche entre l'UE et les USA. Le négociateur européen reconnaît l'augmentation du nombre de pauvres en Amérique Latine et juge indispensable de combattre les inégalités et de créer une cohésion sociale (propos de Chris Patten dans son discours du 4 février à Canning House).

Contrairement au discours des officiels US, le discours européen n'insiste pas sur une corrélation automatique entre l'ouverture économique et le bien-être. Le négociateur européen estime donc nécessaire de compenser les brutalités du libre échange par les programmes de coopération et d'aide aux populations marginalisées. D'où la complexité de la mise en oeuvre de la stratégie européenne et l'importance de son enrobage social. D'où le fait que l'UE a d'emblée inclus dans les négociations des organisations de la société civile (telle ALOP : Asociacion Latinoamericana de Organizaciones de Promocion) d'Europe et d'Amérique Latine. Comment ont été sélectionnées ces organisations et quelle est leur autorité ?

Il n'en reste pas moins que les vraies négociations, celles qui portent sur les accords économiques sont réservées aux responsables politiques et les représentants des milieux d'affaires.

A titre d'exemple, la participation des entreprises transnationales aux négociations entre l'UE et les Etats du MERCOSUR (Argentine, Brésil, Uruguay, Paraguay, Bolivie). On sait que la privatisation massive des entreprises publiques argentines sous le gouvernement de Menem dans les années 80, a fait tomber l'essentiel de l'économie aux mains d'entreprises espagnoles, françaises, italiennes et allemandes. Aujourd'hui, lorsque l'Union européenne négocie des accords économiques avec le MERCOSUR, le principal acteur de cette négociation est le MEBF (Forum des affaires Union européenne- Mercosur) qui réunit les représentants des compagnies allemandes comme

Volkswagen, Siemens, Basf ; espagnoles comme Telefonica, Endesa, Respol ; françaises comme Danone, Vivendi, Suez, Carrefour etc. Or, toutes ces compagnies européennes sont installées en Argentine. Le cas emblématique étant Repsol-Yacimientos Petroliferos, entreprise supposée argentine par suite de l'absorption par Repsol de la compagnie argentine Yacimientos.

Peut-on qualifier de négociation euro-latino-américaine, une discussion entre maison -mère et filiale d'une même compagnie transnationale ? Quelle est la place des Etats ? Sont-ils de simples arbitres ou des facilitateurs ? Quel pouvoir d'arbitrage détiennent les Etats du Sud, sont-ils encore défenseurs des intérêts des populations nationales lorsqu'ils défendent les filiales ou les sous-traitants des multinationales du Nord ?

La vraie question : le modèle de développement

La question fondamentale qui est posée, tant par la stratégie de l'Union européenne que par celle des Etats-unis à l'égard de l'Amérique Latine a trait au modèle de développement. Le postulat néolibéral qui corréle le développement économique au libre-échange occulte l'importance de l'asymétrie structurelle des économies ; il établit des abusives corrélations automatiques entre ouverture économique et développement. Le schéma de développement par les exportations continue à figurer comme modèle en dépit des démentis apportés notamment par l'involution de l'économie argentine provoquée largement en raison de l'application du modèle imposé par les Institutions financières internationales.

Pourtant le modèle néolibéral est largement mis en question et pas seulement parmi les économistes liés au mouvement altermondialiste, mais ceci ne semble guère affecter la conduite stratégique de l'Union européenne à l'égard des pays du Sud, pas plus qu'à l'intérieur de ses frontières. Il est vrai que le modèle néolibéral est exclusif de tout autre ; il a sa cohérence, -la prévalence du capital sur le travail - il doit s'appliquer partout et ne peut tolérer un modèle de développement autocentré destiné à répondre en priorité aux besoins essentiels de la population. En somme, c'est un modèle totalitaire.

L'Union européenne, est entrée comme les Etats Unis dans la course à la mise en oeuvre du projet néolibéral dans son entièreté, à la fois dans son espace géographique interne et dans la projection de sa stratégie à l'extérieur. Sachant que la réalisation du programme est semée de cadavres (au sens propre autant qu'au sens figuré) l'Union européenne met au point des filets de sécurité en vue de préserver la cohésion sociale - mieux vaudrait dire "empêcher l'explosion sociale". Ceci à l'intérieur, comme vers l'extérieur.

C'est en ce sens que l'UE développe une série de programmes de "coopérations" à travers toute l'Amérique Latine, destinés à répondre aux marginalités les plus criantes : aide aux enfants des rues de Colombie , soutien aux minorités ethniques etc.

Réponse des organisations altermondialistes du Nord et du Sud :

refus des accords de coopération qui ignorent la volonté des populations concernées comme c'est le cas dans le Chiapas et en Amazonie.

refus des accords de libre échange qui assurent la prévalence du droit des investisseurs sur le droit du travail et sur la protection de l'environnement.

refus d'un modèle de développement imposé sans consultation des peuples.

Sommet UE - Amérique latine : l'Union européenne suit la stratégie états-unienne

A Guadalajara, les organisations de la société civile du Nord et du Sud se réunissent du 25 au 29 mai pour s'opposer à la stratégie de l'Union européenne et montrer une autre voie de coopération entre peuples d'Europe et d'Amérique.

Traduction : coorditrad@attac.org.

Le Grain de Sable, 14 avril 2004